

Le Centre jeunes Kamenge Vaccin contre la guerre civile

Mieux connu sous le nom de « Nobel alternatif », le prix « Right Livelihood », décerné à Stockholm en décembre 2002, a couronné le Centre jeunes Kamenge (CJK). Au Burundi, cette institution pour jeunes tranche radicalement avec le climat délétère propre à la guerre civile qui a saigné le pays depuis 1993. Le CJK rassemble Hutus et Tutsis autour d'activités communes et de vies partagées. Aujourd'hui, plus de 20 000 jeunes sont inscrits au centre, développant chaque jour l'antithèse des conflits ethniques.

Dorothy Morrissey

La création du prix « Right Livelihood » remonte à 1980. Son but : récompenser travail et projets, conçus dans l'intérêt de la planète et de ses habitants. Dans le monde entier, des individus accomplissent un travail remarquable qui suscite l'inspiration mais échappe à toute classification conventionnelle. Ces tâches demandent parfois d'énormes sacrifices personnels et rencontrent souvent de puissantes oppositions. Ce prix se propose de renforcer les forces sociales positives incarnées par les lauréats et d'accorder soutien et inspiration à la définition d'un modèle d'avenir. « Il y a cent ans », note Frank Schwalba, député européen, « Nobel a eu l'idée de récompenser l'esprit d'innovation. Je pense que s'il vivait aujourd'hui, il serait très mécontent. En effet, pour recevoir un prix Nobel, sauf en littérature et pour la paix, il faut venir de Princetown, du Japon, des USA... tellement les catégories sont spécialisées. C'est la raison pour laquelle Jakob von Uexkull, écrivain suédois, philatéliste professionnel et ancien parlementaire européen, a créé le prix Nobel alternatif pour récompenser des acteurs œuvrant pour la société civile et/ou pour le développement durable. »

Cicatrices

Des cycles de conflits ethniques ont toujours marqué l'histoire du Burundi. Neuf années de guerre civile- de 1993 à 2001- ont laissé derrière elles haine ethnique, soulèvements ainsi que de très nombreuses victimes. La capitale n'a pas été épargnée. Bujumbura a éprouvé sa part d'atrocité, sans compter les problèmes propres à l'urbanisation galopante : alcoolisme, toxicomanie, prostitution, VIH/SIDA, chômage, criminalité, déshérence... Voilà le triste tableau dans lequel s'est développé, en 1991, le Centre jeunes Kamenge (CJK).

A l'origine, trois missionnaires italiens, Marino Bettinsoli, Victor Ghirardi et Claudio Marano voulaient proposer aux jeunes un endroit où se retrouver et partager des activités communes.

« Nous travaillons dans le quartier nord de Bujumbura », explique Claudio Marano. « Le quartier nord occupe la plus grande partie



Le Courrier

« Le but du Centre n'est pas que les gens doivent s'aimer. Il est bien plus ambitieux. Les gens apprennent à se respecter dans la vie de tous les jours », explique Claudio Marano, un des fondateurs du centre. Ici, en compagnie de Guillaume Harushimama, formateur bénévole

de la ville et compte à peu près 200 000 habitants sur un total de 350 000. Globalement, il y a 40 % de Hutus et 40 % de Tutsis. Le reste de la population est composé de personnes venant de République démocratique du Congo, du Rwanda et de Tanzanie. Le but du Centre n'est pas que les gens doivent s'aimer. Il est bien plus ambitieux. Les gens apprennent à se respecter dans la vie de tous les jours. Nous avons opté pour la méthode du travail en groupe. Chaque jour, une trentaine d'activités est proposée aux jeunes pour éviter qu'ils restent là, à bailler aux corneilles ou à



De 1000 à 1500 jeunes fréquentent le centre chaque jour et prennent part à de nombreuses activités

KYC



KYC



attendre que les tirs se terminent. Nous voulons les pousser vers la vie active et l'obtention d'un emploi.

Ce faisant, ils se retrouvent, se rencontrent pour des cours d'une durée de quatre à six mois, à raison d'une à deux fois par semaine. Un jour, ils se diront bonjour, le suivant, « où habites-tu ? », le troisième, peut-être commenceront-ils à bavarder et le quatrième, une amitié se nouera. Les gens commenceront à se respecter. Et cela signera le départ d'un Burundi plus grand. »

Selon la boutade de Claudio Marano, le Burundi est un grand village. Tous ses habitants se connaissent, chacun sait de quelle région et famille l'autre vient. Le travail du CJK se fonde sur la différence et essaie de transformer celle-ci en terreau de démocratie. « Nous n'agissons pas seulement sur la différence ethnique, mais également sur celle entre nationaux et non-nationaux, sur les différences religieuses – nous avons trois grandes religions, la catholique, la protestante et la musulmane- sur la différence entre riches et pauvres ainsi que sur la différence politique. Dans un pays où la démocratie n'a quasiment jamais existé, nous essayons d'apprendre ce que signifie ce concept. C'est une nouvelle société que nous tentons de construire. »

Palette d'activités

De 1000 à 1500 jeunes fréquentent le centre chaque jour. Globalement plus de 20 000 y sont inscrits gratuitement. Ils ont le choix entre les discussions, les séminaires, les journées d'étude, les activités sportives ou culturelles, la consultation des 14 000 ouvrages qu'abrite la bibliothèque, le rattrapage scolaire, l'apprentissage de l'informatique, de la couture, de la dactylographie, les cours de langues (anglais, français, espagnol, italien, allemand, arabe, etc.) de math, de sciences, de comptabilité, de code de la route, de droits de l'homme... Le tout assuré par des formateurs bénévoles. Le centre intervient également dans les écoles de la ville. Comme l'explique Guillaume Harushimana, formateur, « nous y organisons essentiellement des activités sportives et culturelles. Mais nous travaillons également beaucoup à la sensibilisation sur le VIH/SIDA. Actuellement, selon les derniers chiffres d'ONUSIDA, 13 % de la population entre 15 et 49 ans sont infectés par le virus. Dans le quartier nord de Bujumbura, on compte 20 à 25 % de personnes infectées. »

Fort de ses 20 000 membres, le centre se targue également de réaliser un équilibre ethnique entre Tutsis et Hutus. Néanmoins,



KYC

le nombre de filles peut y paraître étonnamment faible. « 5 % ! Un étranger dira toujours que c'est peu », s'exclame Claudio Marano. « Mais pour un Africain, c'est beaucoup. 5 % de filles, cela signifie que sur 20 000 inscrits, 1000 filles laissent leur maison, interrompent leur travail et se rendent au centre pour participer aux activités, consulter la bibliothèque ou se préparer aux études. Dans le temps, nous avons essayé d'organiser des activités réservées exclusivement aux filles, mais ça n'a pas marché. Il y a quelques années, nous avons accepté les filles dans toutes les activités. Il y a donc des tournois où les filles jouent avec les garçons. Idem pour les cours. C'est également une victoire sur un autre préjugé africain : les filles d'un côté, les garçons de l'autre et chacun a son monde. »

Le CJK fait également des émules en dehors du continent. En été, il n'est pas rare d'y croiser des Européens. « Nous travaillons beaucoup sur l'idée de mondialisation positive », insiste Claudio



KYC

Marano. « Cela veut dire se connaître, apprendre les difficultés et les joies propres à chaque pays. Nous n'encourageons évidemment pas les Burundais à quitter leur pays parce qu'il est en guerre. Pour beaucoup d'entre eux, fuir vers un autre pays signifie résoudre les problèmes. Quand la possibilité s'offre d'aller à l'étranger, pour suivre des cours, participer à des séminaires ou des rencontres internationales, nous encourageons les jeunes du centre à y aller. D'un autre côté, on accepte volontiers que des jeunes, des étudiants ou des enseignants originaires d'autres pays séjournent au centre une à deux semaines. Il s'agit essentiellement de personnes venant d'Italie, de France et de Suisse. Il viennent plus particulièrement en été où nous organisons des camps de travail, de construction ou de formation. » Au milieu du CJK trône également un poste militaire, « cadeau » de l'état-major durant la guerre. Environ 300 soldats sont inscrits au centre ainsi que des résidents d'un camp de réfugiés bagnamulenge tout proche. Comme le souligne Claudio Marano, « c'est un cocktail explosif, mais qui fonctionne. Bagnamulenge, militaires, rebelles, Hutus, Tutsis, Rwandais, Congolais, Tanzaniens... Tous ces gens pourraient vivre ensemble, il faut seulement leur en donner la possibilité ».

Paix et réconciliation

Durant la guerre, le centre a essayé des pillages, ses travailleurs ont été menacés et plusieurs membres ont été tués. Malgré tout, le CJK a continué de fonctionner, faisant la preuve que le conflit n'est pas une fatalité. Le centre s'est d'ailleurs fortement impliqué durant la période de troubles majeurs en aidant à ensevelir les morts et en distribuant aux populations déplacées des denrées alimentaires, des produits pharmaceutiques et du matériel d'urgence. Dans le cadre de la construction de la paix, le CJK a également organisé des réunions interethniques, des groupes de discussion ainsi qu'une colonie de vacances pour un millier de jeunes. Le centre coordonne également, avec l'aide de deux autres ONG, un bureau au service des associations communautaires du nord de Bujumbura. Ce bureau offre à ses 300 membres une assistance technique pour la mobilisation de fonds et la gestion des microprojets. Il collabore également à différents programmes de paix, de

Edition 2002 du prix « Right livelihood »

Outre le Centre Jeunes Kamenge, trois autres lauréats ont reçu le prix décerné à Stockholm (Suède) en décembre 2002 : **Martin Green (Australie)**, récompense honorifique pour « son dévouement et son succès sans précédent dans la réponse au défi technologique clé et à l'impératif moral de notre ère : l'exploitation de l'énergie solaire » ; **La fondation Kvinna Till Kvinna (Suède)** pour « ses succès remarquables dans le soin des blessures causées par la haine et les guerres ethniques dans la région des Balkans, en aidant les femmes, souvent victimes principales, à être les principaux agents de la réconciliation et de la construction de la paix » ; **Martín Almada (Paraguay)** pour « son courage remarquable et ses efforts persistants afin de jeter la lumière sur les responsables de tortures et mener son pays sur la voie de la démocratie, du respect des droits humains et du développement durable ».

réconciliation et de reconstruction avec les autorités locales, les églises, les écoles et le gouvernement. Chaque mois, le CJK publie un bulletin d'information, baptisé arc-en-ciel, où les jeunes peuvent exprimer leurs idées. Financé notamment par la Communauté européenne, la coopération autrichienne, canadienne et américaine, le CJK tourne aujourd'hui à plein régime, avec 50 travailleurs à temps plein et 40 volontaires, et attire de plus en plus de visiteurs, dont de nombreux ambassadeurs. « Ces derniers sont amenés ici pour voir un lieu où les Burundais sont ensemble », explique Claudio Marano. « C'est bien qu'ils puissent voir de leurs yeux une réalité à laquelle ils ne croyaient pas. Souvent, ils demandent : « C'est le Burundi, ici ? Ce sont vraiment des Tutsis et des Hutus ? » Et ils parlent de miracle. Pour nous, c'est la démonstration qu'après dix ans de guerre, le Burundi peut vivre en paix et se retrouver pour faire grandir un pays différent. » ■



KYC